



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
30 Rue Albert Einstein  
CS 90448  
13592 Aix-en-provence Cedex 3

Aix-en-provence, le 18/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GAZELENERGIE GENERATION**

**CENTRALE DE PROVENCE**  
13590 Meyreuil

Références : D-2026-086  
Code AIOT : 0006400023

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2026 dans l'établissement GAZELENERGIE GENERATION implanté CENTRALE DE PROVENCE 13590 Meyreuil. L'inspection a été annoncée le 02/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite d'inspection vise à contrôler le respect des dispositions applicables à la zone de stockage, de plaquettes de bois et de bois ronds, de la Mounine.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GAZELENERGIE GENERATION
- CENTRALE DE PROVENCE 13590 Meyreuil
- Code AIOT : 0006400023

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La centrale thermique de Provence, soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3110 de la nomenclature sur les installations classées pour la protection de l'environnement, est implantée sur les communes de Gardanne et de Meyreuil. L'exploitation de la centrale thermique de Provence est réglementée par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2025.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Stockage des combustibles	Arrêté Ministériel du 03/03/2018, article 57-III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 7.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative (rubrique 1532)	Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 1.1.1	Sans objet
3	Nature des combustibles utilisés	Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 2.1.6	Sans objet
4	Stockage sur la zone de la Mounine [...]	Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 3.2.8.4	Sans objet
5	Manutention du bois dans les bâtiments de stockage et broyage	Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 3.2.8.5	Sans objet
6	Ressource en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 7.7.4	Sans objet
8	Autres mesures préventives	Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 7.7.5	Sans objet
9	Plan d'approvisionnement	Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 8.1.1	Sans objet
10	Plan d'approvisionnement	Arrêté Préfectoral du 14/04/2023, article 8.1.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Plan d'approvisionnement	Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 8.1.1	Sans objet
12	Contrôle de la qualité des combustibles entrants	Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 8.1.2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a su démontrer, pour chaque point de constat, le respect de la réglementation qui lui est applicable. Cependant l'exploitant doit :

**sous un délai d'un mois :**

- mettre à jour son plan des zones de stockage ;
- consigner sur un registre dédié les opérations de vérification et maintenance réalisées sur les moyens de lutte contre l'incendie, notamment sur les canons à eau, les lances queue de paon et le canon oscillant ;

**sous un délai de six mois :**

- justifier de la prise en compte des conclusions du rapport de vérification de la société APROLAB.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative (rubrique 1532)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique 1532
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] 1532-1 : Stockage extérieur de la Mounine, bois ronds et plaquettes : <b>73 300 m<sup>3</sup></b> Stockage de plaquettes de bois vierges sur le parc à charbon : <b>81 700 m<sup>3</sup></b> Stockage en bâtiment fermé de plaquettes de bois pour un volume de <b>24 000 m<sup>3</sup></b> 5 silos tampon chaudière de 1 x 200 m <sup>3</sup> et 4 x 420 m <sup>3</sup> ( <b>1 880 m<sup>3</sup></b> ) [...]  <b>Constats :</b>  L'état des stocks consulté sur site ( <i>cf. point de constat n°2</i> ) a permis de constater le respect des volumes autorisés à être stockés sur les différentes zones de stockage du site :  <ul style="list-style-type: none"> <li>• Stockage extérieur de bois ronds et plaquettes sur la zone de la Mounine : 66 716 m<sup>3</sup> à la date de l'inspection et 71 133 m<sup>3</sup> au 1er février pour un volume autorisé de 73 300 m<sup>3</sup> ;</li> </ul>

- Stockage de plaquettes de bois vierges sur le parc à charbon (stockage alpha) : 46 350 m<sup>3</sup> à la date de l'inspection et 46 350 m<sup>3</sup> au 1er février pour un volume autorisé de 81 700 m<sup>3</sup> ;
- Stockage en bâtiment fermé de plaquettes de bois (stockage 400 BT) : 24 136 m<sup>3</sup> à la date de l'inspection et 16 876 m<sup>3</sup> au 1er février pour un volume autorisé de 24 000 m<sup>3</sup> ;
- 5 silos tampon chaudière de 1 x 200 m<sup>3</sup> et 4 x 420 m<sup>3</sup> : 1 880 m<sup>3</sup> à la date de l'inspection et 1 880 m<sup>3</sup> au 1er février pour un volume autorisé de 1 880 m<sup>3</sup> (le remplissage des silos est renouvelé en continu pour assurer l'approvisionnement de la chaudière).

Par ailleurs, deux installations de stockage de bois, exploitées par la société GAZELENERGIE, de volume inférieur à 20 000 m<sup>3</sup>, ont été mises en service à proximité du site :

- un stockage de 19 900 m<sup>3</sup> maximum route de Sauvaires sur la commune de Meyreuil. Ce stockage a fait l'objet d'une télédéclaration initiale en date du 2 décembre 2024 ;
- un stockage de 19 900 m<sup>3</sup> maximum chemin de Sarret sur la commune de Meyreuil. Ce stockage a fait l'objet d'une télédéclaration initiale en date du 23 février 2024.

A noter que ces deux stockages sont situés hors périmètre ICPE de la centrale thermique de Provence. De ce fait, ils ne sont pas réglementés par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2025. Du fait des télédéclarations précitées, ces stockages sont aujourd'hui réglementés par l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubrique 1532).

L'inspection note que le stockage déclaré chemin de Sauvare, situé à proximité immédiate du stockage de la Mounine :

- est connexe à la centrale thermique de Provence (existence d'une même entité économique assurant la gestion de la centrale thermique de Provence et du stockage de bois déclaré chemin de Sauvare, existence d'une communauté de moyens entre les deux installations et utilisation exclusive pour le fonctionnement de la centrale) ;
- est susceptible de modifier les dangers et inconvénients que représente l'installation existante pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, du fait de sa proximité immédiate avec le stockage de la Mounine.

Compte tenu de ce qui précède, le stockage déclaré chemin de Sauvare doit être intégré au périmètre de l'ICPE autorisée par l'arrêté du 20 novembre 2025. Considérant ce point, l'exploitant doit déposer un dossier de porter à connaissance qui évaluera notamment les risques présentés par cette modification de stockage, et justifiera de la suffisance des moyens de lutte contre l'incendie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Stockage des combustibles

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/03/2018, article 57-III

**Thème(s) :** Risques accidentels, État de stocks

**Prescription contrôlée :**

[...]

III. L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des combustibles et produits stockés auquel est annexé un plan général des stockages.

Ces informations sont tenues à la disposition des services d'incendie et de secours ainsi que de l'inspection des installations classées et sont accessibles en toute circonstance.

#### Constats :

L'état des stocks des combustibles stockés sur site est mis à jour automatiquement, en temps réel, par un outil informatique nommé "biomasse reporting managing tool" (BRMT).

L'état des stocks à date de l'inspection, soit au 4 février 2026, et l'état des stocks au 1er février 2026 ont été consultés. Comme indiqué au point de constat n°1, l'état des stocks ne fait pas état d'un dépassement des volumes autorisés à être stockés. L'outil BRMT a été paramétré afin que le volume total stocké par zone apparaisse en rouge si le plafond réglementaire est bientôt atteint. L'état des stocks indique, par nature de combustible et par zone de stockage, la quantité stockée.

Le plan général des zones de stockage de la Mounine et de l'ancien parc à charbon (stockage alpha) ont été consultés sur site. Ces derniers ont été mis à jour le 28 novembre 2025.

Les îlots et les dispositifs de lutte contre l'incendie sont, entre autre, représentés sur le plan. La zone d'étalement n'est cependant pas représentée sur le plan de la zone de la Mounine, et les dimensions et surfaces des îlots ne sont pas toutes détaillées sur les plans.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, **sous un délai d'un mois**, compléter le plan de la zone de la Mounine avec les données suivante :

- la localisation de la zone d'étalement ;
- les dimensions des îlots : longueur, largeur, surface.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 3 : Nature des combustibles utilisés

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 2.1.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Liste des combustibles utilisés

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés dans son installation et précise pour chacun :

- leur nature ;
- leur origine, notamment le procédé à partir duquel ils sont issus ;
- leurs caractéristiques physico-chimiques ;
- l'identité du fournisseur ;
- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.

Les combustibles utilisés doivent présenter une qualité constante dans le temps et répondre à

tout moment aux critères fixés ci-dessus par l'exploitant. A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.

[...]

La chaudière Provence 4 fonctionne avec un mix combustible composé d'une part d'énergie fossile et d'une part de bois.

- L'énergie fossile est apportée par du charbon (dont du charbon cendreux)
  - Le pourcentage de l'énergie fossile entrante (exprimé en Pcl), est fixé à 15 % maximum sur une année.
- La part bois est composée de biomasse et de bois d'emballage.
  - Les bois d'emballages sont des combustibles sortis du statut de déchets (SSD) conformément à l'arrêté du 29 juillet 2014 ;
  - La biomasse répond à la définition de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 :
    - a) les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique ;
    - b) les déchets ci-après :
      - i) déchets végétaux agricoles et forestiers ;
      - iv) déchets de liège ;
      - v) déchets de bois, à l'exception des déchets de bois qui sont susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement tels que les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition.

[...]

#### Constats :

22 types de combustibles sont référencés dans l'outil BRMT (biomasse reporting managing tool). L'outil BRMT référence les informations relatives à la nature des combustibles, leurs origines, leurs caractéristiques physico-chimiques, l'identité du fournisseur et le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.

Le programme de suivi qualitatif consiste :

- à collecter un échantillon sur chaque livraison ;
- à réaliser une analyse toutes les 10 livraisons d'un même fournisseur. Pour cela 10 échantillons d'un même fournisseur sont assemblés. Les résultats des analyses sont renseignés par le laboratoire dans l'outil BRMT et sont consultables par l'exploitant et par les fournisseurs (cf. point de constat n° 12).

Le programme de suivi quantitatif est réalisé via l'outil BRMT. Ce suivi, réalisé hebdomadairement, consiste à s'assurer que les quantités nécessaires au fonctionnement de la centrale de Provence sont disponibles sur site. Un stock de sécurité est toujours disponible sur site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 4 : Stockage sur la zone de la Mounine [...]

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 3.2.8.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockage de bois ronds et plaquettes

**Prescription contrôlée :**

Sur la zone de la Mounine [...], les stockages de bois ronds et plaquettes sont à l'extérieur.
<b>Constats :</b>  Les stockages de bois ronds et de plaquettes sont effectués à l'extérieur, sur la zone de la Mounine. Aucun bâtiment de stockage n'est présent sur cette zone.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Manutention du bois dans les bâtiments de stockage et broyage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 3.2.8.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Manutention du bois
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les convoyeurs sont capotés.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du site, il a pu être constaté que le convoyeur aérien reliant la Centrale et la zone de la Mounine est entièrement capoté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Ressource en eau et mousse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 7.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...] <u>Zone de la Mounine :</u> Une alimentation gravitaire depuis un château d'eau de 4000 m <sup>3</sup> alimenté par le canal de Provence assure un débit de 850 m <sup>3</sup> /h pendant 4 heures, sous une pression de 10 bars. Au moins 9 poteaux incendie sont présents. Au moins 8 canons à eau protégés contre le gel sont présents. Un dispositif générant un rideau d'eau, composé d'au moins 3 lances queue de paon et un canon oscillant, est présent le long de la route CD6bis. <u>Convoyeur aérien entre la Centrale et la Mounine :</u> Il est muni de deux vannes déluge à chaque extrémité.
<b>Constats :</b>  Le contrat signé, le 16 mai 2014, pour une durée de 20 ans, entre l'exploitant et la société du canal de Provence prévoit un débit "eaux de sécurité" destiné à la protection incendie de 236 l/s. Ce débit correspond à un débit de 849,6 m <sup>3</sup> /h.



Les moyens de lutte contre l'incendie suivants sont présents sur la zone de la Mounine :

- 9 poteaux incendie ;
- 8 canons à eau ;
- 3 lances queue de paon et un canon oscillant.

La vérification de la maintenance de ces équipements est détaillée au point de constat n°7.

Les équipements précités étaient facilement accessibles lors de la visite du site.

Deux vannes déluge sont référencées, au sein du bâtiment broyeur, dans le rapport de vérification de la société APROLAB (cf. point de constat n° 7).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Entretien des moyens d'intervention

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 7.7.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

**Prescription contrôlée :**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Les moyens de lutte contre l'incendie suivants font l'objet d'opération de vérification et de maintenance :

- 9 poteaux incendie vérifiés en avril 2025 par la société ALTAIX. Les débits des 9 poteaux incendie sont situés entre 159 et 168 m<sup>3</sup>/h et les pressions entre 11 et 11,4 bars ;
- 8 canons à eau vérifiés en interne par le personnel en charge de l'exploitation de la zone de la Mounine (société SODI) ;
- 3 lances queue de paon et un canon oscillant vérifiés en interne par le personnel en charge de l'exploitation de la zone de la Mounine (société SODI).

Toutes les anomalies relevées lors des vérifications internes sont tracées dans l'outil de gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO).

Les dates des vérifications réalisées en interne ne sont pas consignées dans un registre.

Concernant le convoyeur aérien reliant la Centrale et la zone de la Mounine, les vérifications du système de sécurité incendie sont assurées par la société APROLAB. Le dernier contrôle a été réalisé du 29 septembre au 3 octobre 2025 :

- 26 dispositifs dédiés à la détection incendie (12 détecteurs automatiques, 6 détecteurs d'étincelles, 5 déclencheurs manuels) : fonctionnement satisfaisant ;
- 3 équipements de contrôle et de signalisation : fonctionnement satisfaisant, mais remplacement à prévoir en 2026 ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 diffuseurs sonores : fonctionnement satisfaisant ;</li> <li>• 5 réservoirs dédiés à l'extinction automatiques : fonctionnement satisfaisant ;</li> <li>• 2 vannes déluge : fonctionnement satisfaisant ;</li> <li>• 2 commande de désenfumage : fonctionnement satisfaisant, mais un coffret à remplacer.</li> </ul> <p>Le rapport de vérification précité, de la société APROLAB, conclut sur la nécessité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de remplacer le coffret désenfumage (écart constaté lors des essais fonctionnels) ;</li> <li>• de remplacer le compresseur réseau pilote (écart constaté lors des essais fonctionnels) ;</li> <li>• de remplacer les batteries (action à prévoir lors de la prochaine visite) ;</li> <li>• d'ajouter 2 purges sur le circuit d'arrosage (préconisation).</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>sous un délai d'un mois</b> : consigner sur un registre dédié les opérations de vérification et maintenance réalisées sur les moyens de lutte contre l'incendie, notamment sur les canons à eau, les lances queue de paon et le canon oscillant ;</li> <li>• <b>sous un délai de six mois</b> : justifier de la prise en compte des conclusions du rapport de vérification de la société APROLAB.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 8 : Autres mesures préventives

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 7.7.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p><u>Zone de la Mounine :</u></p> <p>Une zone d'étalement de 1000 m<sup>2</sup> est laissée libre en permanence en cas de feu sur une zone de stockage.</p> <p>Compte tenu de la masse calorifique susceptible d'être présente sur le site de la Mounine, une attention particulière est apportée à la propreté des abords, le débroussaillage et l'hygrométrie des tas de bois en cas de feu d'origine interne ou externe. L'exploitant rédige une consigne et la fait valider par les sapeurs-pompiers avant démarrage de l'exploitation. Cette consigne est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Les limites périmétriques des îlots sont matérialisés. Le respect de cette matérialisation fait l'objet d'une consigne écrite.</p> <p>Les îlots :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sont situés à plus de 1,50 m de tout bâtiment ;</li> <li>- ont une surface maximale au sol de 2500 m<sup>2</sup> ;</li> <li>- ont une hauteur maximale de 6 m ;</li> <li>- sont distants d'au moins 10 m de tout autre îlot et de la limite de propriété.</li> </ul> <p>[...]</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Une zone d'étalement de 1 000 m<sup>2</sup> est présente sur la zone de la Mounine. Cette zone était libre lors de la visite du site. Comme indiqué au point de constat n°2, cette zone n'est pas matérialisée sur le plan de stockage.</p> <p>Les documents suivants ont été consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• consigne "conduite à tenir en cas d'incendie stock bois rond ou plaquettes à la Mounine" : cette consigne présente la conduite à tenir en journée et la nuit en cas d'incendie, et spécifie les mesures de protection à prendre par les agents présents sur la zone ;</li> <li>• procédure "surveillance des installations Mounine et Lot 1" : cette procédure présente le déroulement des rondes de surveillance assurées par le prestataire SODI. Les rondes sont destinées à détecter tout départ d'incendie et toute intrusion et à consigner les anomalies détectées ;</li> <li>• procédure "exploitation de la Mounine" : cette procédure présente, entre autres, le déroulement de l'opération de broyage, le plan et les conditions de stockage du bois (les caractéristiques des îlots (distance, surfaces et hauteur) mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2025 sont reprises dans la consigne) et les consignes à respecter pour assurer la propreté du site et de ses abords.</li> </ul> <p>Le Plan d'Opération Interne (POI), mis à jour en avril 2024, a été transmis au Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône par courriel du 4 juillet 2025. Le POI définit l'organisation des secours et des moyens d'intervention en cas de sinistre. Un exercice POI a eu lieu le 15 janvier 2026.</p> <p>Sur site, les limites périmétriques des îlots sont matérialisées par des blocs de pierre et des ranchers métalliques. Les ranchers métalliques, placés en pied de pile, permettent également de stabiliser le stockage de bois ronds. Les consignes d'exploitation prévoient la vérification périodique du bon positionnement des blocs de pierre.</p> <p>Lors de la visite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les îlots étaient situés à plus de 1,50 mètres de tout bâtiment et à au moins 10 mètres des limites de propriété et de tout autre îlot ;</li> <li>• la hauteur maximale de stockage était inférieure à 6 mètres ;</li> <li>• concernant la surface au sol de 2 500 m<sup>2</sup>, les îlots n'étaient pas en pleine capacité de stockage.</li> </ul> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

**N° 9 : Plan d'approvisionnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Conditions d'admission des biocombustibles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>La consommation effective pour chacune des catégories de biomasse fera l'objet d'un bilan annuel établi avant le 31 janvier pour l'année précédente.</p>

[...]
<b>Constats :</b>  Le bilan annuel 2025 a été transmis le 30 janvier à la cellule régionale biomasse (CRB) PACA. Le contenu de ce dernier a été analysé au regard du plan d'approvisionnement réglementé : <ul style="list-style-type: none"> <li>• par l'arrêté préfectoral du 14 avril 2023, applicable jusqu'au 19 novembre 2025 (<i>cf. point de constat n°10</i>) ;</li> <li>• par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2025, applicable à compter du 20 novembre 2025 (<i>cf. point de constat n°11</i>).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Plan d'approvisionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/04/2023, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Conditions d'admission des biocombustibles
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant respecte les engagements de son plan d'approvisionnement biomasse détaillé en annexe 3. La quantité maximale annuelle de biocombustible (déchets de bois) consommé par la chaudière Provence 4 est de 89 335 tonnes ramenées à une humidité de 10 %. [...] Annexe 3 : La centrale thermique Provence 4 Biomasse utilisera les combustibles suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- combustibles de catégorie 3 - broyats de bois de fin de vie utilisables selon la rubrique réglementaire 2910-A des ICPE, dans la mesure où ils sont conformes à la rubrique réglementaire 3110 : bois d'emballage ayant fait l'objet d'une sortie de statut de déchets (SSD au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement) dont l'origine géographique est comprise dans un rayon de 250 km autour de la Centrale de Provence ;</li> <li>- combustibles de catégorie 4 - biomasse b)i) et b)v) au sens de l'article 1 de l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110. Les bois susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement (par exemple les déchets de bois provenant de construction ou de démolition ainsi que les déchets bois d'élément d'ameublement) sont exclus. Leur origine géographique est comprise dans un rayon de 250 km autour de la Centrale de Provence ;</li> <li>- combustibles de catégorie 5 - biomasse issus de bois vierge d'origine forestière et agricole (biomasse a) au sens de l'arrêté du 3 août 2018 précité), et par extension de haies, bosquets et arbres d'alignement, entretien des espaces verts, travaux DFCI... appelés « bois d'élagages et d'entretien » (biomasse b)i) ou b)v) au sens de l'arrêté du 3 août 2018 précité). Cette catégorie est décomposée en deux sous-ensemble : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Combustible importé de catégorie 5 ;</li> <li>• Combustible local de catégorie 5, c'est-à-dire ayant pour origine géographique les départements suivants : Alpes de Haute Provence (04), Hautes-Alpes (05), Alpes Maritimes (06), Bouches-du-Rhône (13), Var (83), Vaucluse (84), Corse-du-Sud (2A), Haute-Corse (2B),</li> </ul> </li> </ul>

Ardèche (07), Drôme (26), Isère (38), Gard (30), Hérault (34), Lozère (48), Aude (11), Pyrénées Orientales (66), Tarn (81), Aveyron (12), Ariège (09) : plaquettes forestières et plaquettes bois issus d'élagage, d'entretien des espaces verts, de travaux DFCI... appelé « bois d'élagage et d'entretien » ;

- combustibles fossiles : charbons, charbons cendreux de récupération (schistes noirs récupérés sur d'anciens terrils provenant de l'exploitation de charbon du Gard et de l'Isère), et pour une infime partie, gaz naturel pour les phases de démarrages.

Catégorie CRE	Type de combustible	Pourcentage de l'énergie entrante dans la centrale	Tonnage annuel (t)	PCI (MWh/t)	Humidité (%)
5	Plaquettes de bois d'origine locale	25,4 %	275 505	2,568	42,80 %
5	Plaquettes de bois d'origine internationale	50,24 %	464 594	3,012	35,00 %
4	Broyats issus de bois b)i) et b)v)	9,36 %	72 823	3,58	25,00 %
3	Broyats issus de bois classe A SSD	1,79 %	13 927	3,58	25,00 %
Combustible fossile	Produits cendreux de récupération, gaz et fioul	13,21 %	137 292	2,680	
		100 %			

#### Constats :

Aucun combustible de type "déchets de bois" n'a été acheté et/ou consommé sur l'année 2025. Pour les autres types de combustibles, 442 126 tonnes ont été achetées sur l'année 2025, réparties comme suit :

- plaquettes de bois d'origine locale : 172 862,7 tonnes ;
- plaquettes de bois d'origine internationale : 254 331 tonnes ;

- broyats issus de bois classe A SSD : 14 932,3 tonnes.

Étant donné que les dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2023 ont été modifiées et remplacées par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2025, les quantités autorisées par l'arrêté préfectoral sont applicables jusqu'au 19 novembre 2025. De ce fait, il est considéré que les dispositions de l'arrêté préfectoral du 14 avril 2023 sont applicables sur une durée de 322 jours et les dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2025 sur une durée de 41 jours.

Ainsi, les quantités de bois achetées sur l'année 2025 respectent les quantités autorisées :

- plaquettes de bois d'origine locale : 172 862,7 tonnes (243 048 tonnes autorisées par l'arrêté préfectoral du 14 avril 2023 et 26 958 tonnes autorisées par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2025, soit un total autorisé de 270 007 tonnes) ;
- plaquettes de bois d'origine internationale : 254 331 tonnes (409 861 tonnes autorisées par l'arrêté préfectoral du 14 avril 2023 et 16 849 tonnes autorisées par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2025, soit un total autorisé de 426 710 tonnes) ;
- broyats issus de bois classe A SSD : 14 932,3 tonnes (12 286 tonnes autorisées par l'arrêté préfectoral du 14 avril 2023 et 6 739 tonnes autorisées par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2025, soit un total autorisé de 19 026 tonnes).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : Plan d'approvisionnement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 8.1.1

**Thème(s) :** Autre, Conditions d'admission des biocombustibles

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les approvisionnements en combustibles ne pourront excéder les quantités annuelles définies dans le tableau ci-après pour chaque catégorie de combustible. Ces quantités sont définies pour une période de trois ans, jusqu'au 31/12/2028 et pourront être redéfinies tous les trois ans.

Catégorie	Type combustible	Origine géographique	Tonnage annuel (t)
Biomasse b)i) ; b)iv) ; b)v) et déchets d'emballage classe A SSD	Déchet de biomasse	F r a n c e m é t r o p o l i t a i n e (incluant Corse)	60 000 t
Biomasse a)	Plaquette bois	International	150 000 t
Biomasse a)	Plaquette bois	A u t r e s   r é g i o n s m é t r o p o l i t a i n e s (**)	50 000 t (*)
Biomasse a)	Plaquette bois	Provence-Alpes-Côte d'Azur (***)	80 000 t
Biomasse a)	Plaquette bois	Occitanie (***)	70 000 t

Biomasse a)	Plaquette bois	Auvergne Rhône-Alpes (***)	40 000 t
Fossile	Charbon (dont charbon cendreux jusqu'en 2027)	NC	100 000 t

(\*) Le bois de crise correspondant à des apports faisant l'objet d'un plan national spécifique ou d'une demande dérogatoire suite à un événement accidentel, tel que : feu de forêt, maladie ou parasite (scolyte), tempête, etc., n'entre pas dans ce quota. Pour le bois de crise, l'exploitant devra tenir à disposition de l'administration les justificatifs permettant de démontrer :

- le caractère de crise à l'origine des volumes concernés
- la nécessité de consommer ce bois de crise dans la centrale

L'ensemble de ces documents devront être inclus dans le bilan annuel susmentionné.

(\*\*) Hors régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Auvergne Rhône-Alpes et Occitanie

(\*\*\*) La zone d'approvisionnement est limitée aux forêts situées dans les départements suivants : 04, 05, 06, 07, 09, 11, 12, 13, 26, 30, 34, 38, 48, 66, 81, 83, 84.

Les catégories de biomasse s'entendent selon les définitions suivantes :

a) les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique ;

b) les déchets ci-après :

i) déchets végétaux agricoles et forestiers ;

ii) déchets végétaux provenant du secteur industriel de la transformation alimentaire, si la chaleur produite est valorisée ;

iii) déchets végétaux fibreux issus de la production de pâte vierge et de la production de papier à partir de pâte, s'ils sont co-incinérés sur le lieu de production et si la chaleur produite est valorisée ;

iv) déchets de liège ;

v) déchets de bois, à l'exception des déchets de bois qui sont susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement tels que les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition

[...]

## Constats :

Le plan d'approvisionnement autorisé par l'arrêté préfectoral du 14 avril 2023 a été modifié par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2025. De ce fait, à compter du 20 novembre 2025, l'exploitant doit respecter le plan d'approvisionnement figurant à l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2025.

L'outil BRMT permet de suivre en temps réel les quantités de bois achetées et consommées. L'outil BRMT permet également de filtrer les achats par origine géographique et par type de combustible. Ainsi, l'exploitant, par le biais de son suivi hebdomadaire, est en capacité de piloter l'approvisionnement de la centrale thermique de Provence. Chaque année, l'exploitant détermine des projections mensuelles d'approvisionnement, sur la base des besoins de la centrale. Par la suite les projections mensuelles sont affinées en projection hebdomadaire afin que le service logistique passe les commandes auprès des fournisseurs.

Le bilan annuel 2025 transmis le 30 janvier par l'exploitant conclut à un respect des quantités autorisées par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2025 (à noter que le plan

d'approvisionnement défini à l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2025 n'est applicable que pour la période du 20 novembre au 31 décembre 2025) :

- Occitanie : 28 059 tonnes (70 000 tonnes autorisées par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2025) ;
- Auvergne Rhône-Alpes : 30 734 tonnes (40 000 tonnes autorisées par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2025) ;
- biomasse bi), biv) et bois d'emballage SSD : 24 962 tonnes (60 000 tonnes autorisées par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2025).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra les éléments permettant de justifier du respect de l'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2025 pour l'ensemble des catégories de bois sur la période 1er janvier au 31 décembre 2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Contrôle de la qualité des combustibles entrants**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/11/2025, article 8.1.2.1

**Thème(s) :** Autre, Conditions d'admission des biocombustibles

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit et met en œuvre, dans le cadre du système de management environnemental prévu à l'article 2.1.3, un programme de contrôle de la qualité de tous les combustibles utilisés. Ce programme comprend notamment une caractérisation initiale et un procédé régulier de contrôle de la qualité des combustibles et répond aux exigences définies aux points i) ) iii) de la MTD 9 de la décision d'exécution UE 2017/1442 de la commission du 31 juillet 2017 susvisée et repris à l'article 5-2-II de l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110.

[...]

La caractérisation initiale est réalisée par le fournisseur afin que l'exploitant fournisse l'attestation d'acceptation préalable prévue au 8.1.3.2. [...]

Les contrôles réguliers du combustible peuvent être effectués par l'exploitant ou par le fournisseur du combustible. Dans la seconde hypothèse, l'exploitant s'assure de recevoir les résultats complets sous forme d'une fiche produit (combustible) ou d'une garantie du fournisseur (attestation de conformité).

La caractérisation initiale et le contrôle régulier prévoient pour les combustibles ci-dessous, la quantification des paramètres suivants :

Combustibles utilisés	Substances / paramètres à caractériser
Charbon (dont charbon cendreux)	PCI, humidité, composés volatils, cendres, carbone lié, C, N, H, O, S, Br, Cl, F Métaux et métalloïdes (As, Cd, Co, Cr, Cu, Hg, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl, V, Zn)



Biomasse a), b)i), b)iv), b)v) et voils déchets	PCI, humidité, C, Cl, F, N, S, K, Na, Métaux et métalloïdes (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Pb, Zn), indésirables

[...]

#### Constats :

L'exploitant a fait réaliser une caractérisation initiale de tous les combustibles entrants réceptionnés entre décembre 2025 et janvier 2026. La caractérisation initiale a pu être réalisée sur toutes les typologies de combustible entrant, hormis sur le combustible de type "déchets de bois" étant donné qu'aucun combustible de ce type n'a été réceptionné sur l'année 2025 et sur le début de l'année 2026.

Toutes les substances et paramètres mentionnés à l'article 8.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2025 ont fait l'objet d'une caractérisation initiale.

Les résultats des caractérisations initiales ont été regroupés dans un tableau de suivi et sont également renseignés dans l'outil BRMT.

Comme indiqué au point de constat n°3, l'exploitant fait également réaliser des contrôles réguliers des combustibles entrants. Pour cela un échantillon est collecté sur chaque livraison, puis une analyse est réalisée lorsque 10 échantillons ont été collectés pour un même fournisseur. Pour cela le laboratoire en charge des collectes d'échantillon combine 10 échantillons afin d'obtenir un unique échantillon (représentatif de 10 livraisons) qui fera l'objet d'une analyse. Le détail du contenu de l'échantillon combiné est mentionné dans l'outil BRMT et dans l'outil de suivi de la qualité des combustibles.

**Type de suites proposées :** Sans suite